



RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



TCL bus

Lundi 15 septembre 2025

Pour dégager la politique antisociale en faveur des riches et des patrons,

Le 18 septembre tous en grève... et après on continue !

Le 10 septembre, nous étions plusieurs centaines de milliers sur les blocages, dans les rassemblements et les manifestations. Ni les 80 000 flics de Retailleau, ni la nomination express de Lecornu après le hara-kiri de Bayrou n'ont désamorcé la colère, au contraire.

Le 10 septembre : un très bon début !

Des milliers de travailleurs, travailleuses et jeunes ont fait grève, dans la santé, dans l'éducation, à la SNCF, mais aussi dans des petites entreprises, sans attendre les consignes des syndicats.

Des centaines de milliers de personnes ont manifesté dans le pays, des milliers se sont réunies en assemblées sur les places pour discuter des suites. Partout, ce sont aussi les jeunes qui ont rejoint les manifs. Au moins 150 lycées étaient bloqués, et si les campus sont restés sages c'est parce que la rentrée universitaire n'avait pas encore eu lieu. Une jeunesse désobéissante et spontanée est une force. C'est à ses côtés, qu'il faudra lutter.

Samedi 13, des manifestations ont aussi eu lieu. C'est un mouvement qui naît, par en bas, qui exprime la colère profonde des classes populaires.

Les ministres passent, le programme reste

Car les patrons attendent de Lecornu qu'il continue la politique de ses prédécesseurs : nous faire payer la « dette » en supprimant des milliers d'emplois dans la fonction publique, en bloquant les salaires, sabrant dans les hôpitaux, en déremboursant médicaments et soins... Pendant que les patrons empochent 211 milliards annuels de subventions et exonérations – et même 270 milliards selon un livre qui vient de paraître –, et que l'explosion du budget de l'armée profite aux Dassault, Safran, Thalès et autres.

Même agrémenté de quelques « concessions » pour acheter le soutien d'un Parti socialiste qui ne demande pas mieux – comme le renoncement, annoncé ce week-end, à nous voler deux jours fériés –, c'est un budget de guerre sociale et de guerre tout court... porté par l'ancien ministre des Armées, tout un symbole !

Rien à attendre d'une nouvelle loterie électorale

Tout le petit monde politique frétille à l'idée de nouvelles élections. À droite, le parti le plus anti-ouvrier,

le RN, dont les dirigeants fréquentent et apprécient Lecornu, réclame, pour faire bonne figure, de nouvelles élections législatives, en espérant y glaner plus de députés et arriver aux manettes pour s'en prendre davantage encore aux services publics, aux travailleurs immigrés, puis à tous les travailleurs.

À gauche, PS, PCF et Verts entrent dans des mécanos visant éventuellement à soutenir le gouvernement, en mettant des « conditions ». La belle affaire !

La France insoumise appelle à « bloquer le pays » pour mettre en avant la « destitution » de Macron. Mais c'est encore détourner la colère vers les solutions électorales et institutionnelles. Un autre gouvernement, avec ou sans Macron, en laissant au pouvoir ceux qui nous exploitent, ne pourra rien amener de bon pour la classe ouvrière et la jeunesse.

Tous et toutes en grève le 18 ! Généralisons les grèves !

Pour imposer une autre politique, nous ne pourrions compter que sur nous-mêmes. Il faudra bloquer le pays et le moyen le plus efficace d'y parvenir, c'est la grève ! Si les travailleurs cessent le travail, plus rien ne tourne et la machine à profits se grippe. C'est par la grève qu'on s'attaque à la minorité d'exploiteurs qui décident de tout à notre place. C'est par la grève qu'on pourra dégager la politique patronale et avec elle toute la société capitaliste, qui n'entraîne que misère et guerre, exploitation, oppressions et racisme.

Alors, soyons en grève le 18... et après ! Soyons aussi massivement dans la rue pour que tout le monde voie notre force. Discutons entre nous dans les ateliers et les bureaux, avant et après les manifestations, afin de nous organiser à la base, pour décider nous-mêmes de notre lutte, sans nous en remettre aux politiciens et aux appareils syndicaux.

En raison d'un mouvement social...

1000 grévistes au bus, 500 au mode lourd (tram, métro, funiculaire), un plan de transport par terre (5 lignes de tram à l'arrêt !), 200 personnes réunies au pied du Sytral... Quand il y a une grève aux TCL, tout le monde s'en aperçoit ! Neuf mois plus tard, l'allotissement prévu pour nous diviser a finalement accouché d'une lutte commune à nos deux entreprises, KBL et RDL.

Le 23 juin a planté un clou que l'on a enfoncé un peu plus le 8 septembre. Il faut encore donner quelques coups de marteau !

Prime anti GV

Après les grèves remarquables et remarquées des 23 juin et 8 septembre, l'intersyndicale du bus a reçu une proposition de la direction, pour éviter la poursuite des mouvements de grève avant les prochaines NAO : l'augmentation de la prime conducteur de 50 à 130 euros mensuels brut, dont 80 pour le « présentisme », en échange de la levée du préavis de grève.

Cette proposition est massivement rejetée par les grévistes. Non seulement elle ne concerne que les conducteurs alors que l'ensemble des salariés se sont mobilisés, mais surtout, cette prime sautera dès la première absence, lors de maladie, d'enfant malade, ou bien sûr... de grève.

En faisant payer toujours plus cher la moindre mobilisation, c'est bien les grèves à venir qui sont visées.

Les grévistes ont bien raison de rappeler la revendication pour laquelle ils se sont battus et veulent continuer à se battre : l'augmentation du salaire de base !

Un air de « Déjà Vu », en pire

Pour ceux qui s'en souviennent, en septembre 2021, la direction de Keolis avait déjà proposé de revoir la prime conducteur (en plus d'une prime Macron d'environ 500 euros), après deux journées de grève (et la préparation d'une troisième). Un accord majoritaire avait été signé, ce qui avait mis fin au mouvement, non sans remous parmi les grévistes, qui revendiquaient pour la plupart... une augmentation du salaire de base !

Mais au moins, la mensualisation des critères de la prime conducteur (auparavant sur 4 mois) ne conduisait pas à faire payer les futures grèves plus cher, et amenaient plus de conducteurs à la toucher, au moins en partie. Ce qui constituait vraiment une (petite) avancée.

Quelles suites à notre mouvement aux TCL ?

Après la journée très réussie du 8 septembre, c'est la question qui fait chauffer les têtes, les salles de pause et les boucles WhatsApp.

L'envie de ne pas en rester là est palpable, mais les questions sont nombreuses, d'autant que les directions ne ménagent pas leurs efforts pour nous diviser. Au bus, certains syndicats n'aident pas, perdus dans

d'interminables consultations sur les propositions de KBL. D'autres OS, notamment au mode lourd, ont d'ores et déjà ajourné la bagarre (au moins) jusqu'à la fête des Lumières. Mais promettre aux directions de RDL et de KBL trois mois sans grève, avant un éventuel conflit de trois ou quatre jours maximum, est-ce vraiment une stratégie gagnante ?

Certains collègues auraient envie de tenter les débrayages de trente minutes ou une heure par jour : une désorganisation maximale du réseau pour un coût minimal à la fin du mois. Mais perdre peu sans possibilité de gagner quoi que ce soit, n'est-ce pas au final perdre beaucoup ? Car si les débrayages sont des casse-têtes pour les ordos, ils sont plus indolores en haut lieu. Ils ne permettent pas de se réunir, de s'organiser, et de se faire entendre ensemble ce qui constitue pourtant notre force collective, la seule qui fait peur à nos directions.

Seule une grève reconductible, active et déterminée, dont on sait quand elle commence mais pas quand elle peut finir, aurait une chance de gagner sur des revendications salariales à la hauteur des besoins. Si jamais nous n'en sommes pas capables aujourd'hui, nous le serons demain, à condition de se préparer et de s'organiser dans ce but.

Voyant rouge

Des Citelis en fin de vie, des GNV qui tombent en panne tous les deux jours... À la Soie comme sans doute ailleurs l'état du matériel laisse à désirer. Car au sous-effectif à la maintenance s'ajoutent les retards de livraison des nouveaux véhicules. Les économies tout au long de la chaîne finissent par avoir un coût : celui de la qualité du travail et du service rendu à la population.

Self-service, c'est comme le métro et les escalators

C'est souvent en panne.

10, 18... et après !

Le 10 septembre, des groupes minoritaires mais déterminés de travailleurs du transport ont fait grève et ont participé aux rassemblements organisés. Au Mans, à Saint-Nazaire, à Arras, les réseaux ont été perturbés. Le 18 s'annonce bien plus puissant. À la RATP, les taux de grévistes frisent les sommets. Dans des entreprises de l'interurbain, la grève va être aussi suivie, parfois pour la première fois depuis longtemps (voire depuis toujours !). Il se pourrait qu'un mouvement national contre les attaques patronales démarre. Les luttes nationales et les combats dans l'entreprise ne s'opposent pas mais se renforcent : c'est tous ensemble qu'on pourra imposer au patronat en général et à chaque patron en particulier nos revendications !

Ce bulletin est le tien, n'hésite pas à le faire circuler !

Ne pas jeter sur la voie publique – Contact : lyonrhone@npa-revolutionnaires.org